



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Monsieur Labat commente une déclaration de la délégation CFDT

Il précise qu'effectivement les membres du COMEX ont signé une clause de confidentialité, chose tout à fait normale et qui n'a rien de surprenant. Il est normal de ne rien dire tant qu'on est en phase de réflexion. C'est la direction générale qui libérera la parole auprès du CCE.

« Le sujet de fond pour cette région, comme je vous l'ai dit souvent, le poison de cette région est la politique d'achat du conseil régional. »

Points d'information du président – Olivier Labat

On pourrait avoir en allotissement un certain nombre d'opérations que nous avons menées dans le cadre d'un TE.

Nous devons centrer notre réflexion sur la réévaluation des prix de vente. Nous avons une réunion prévue demain soir avec nos principaux partenaires (GRETA, CLPS, etc.) pour échanger sur ce sujet.

Autre sujet de préoccupation mais également pour tous les autres organismes c'est que la plupart des avenants du PBF ont été lancés mais problème de l'alimentation des dispositifs ; Réunion avec nos partenaires prévue afin de sensibiliser sur ce problème. Déficit de « sourcing », surtout pour les autres. Nous allons faire front commun pour sensibiliser la région sur ce point. Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas avec PE. Que faut-il faire ? comment nous appuyer sur le CRB pour qu'il intervienne auprès de PE ?

Autre sujet : le conseil régional avait signé une convention d'amorçage dans le cadre du plan d'investissement compétences (PIC). Il est en phase de construction du PRIC (Programme Régional Investissement Compétences). Nous avons travaillé avec les directeurs de centre sur des propositions qui pourraient entrer dans ce programme, propositions que nous allons faire parvenir au CRB cette semaine. Rencontre le 1er octobre sur ce sujet avec le CRB et les autres organismes. Il s'agit de promouvoir un certain nombre d'innovations pédagogiques et de nouveautés correspondant à la logique du PRIC, c'est-à-dire concernant le public le plus éloigné de l'emploi.

Problème qui va se poser : le PBF et les opérations connexes (DRIP) présentent déjà des difficultés de recrutement. Le PRIC va cibler les mêmes publics. Extrême vigilance. L'importance de la désaffection concerne surtout nos partenaires sur des actions du type "compétences transverses" ou DRIP. Pas sûr que l'approche très rapide (voire par SMS) des DE par PE soit efficace. Les gens ont besoin de parler de leur projet (constat au point d'accueil de la DR).

Les entrées en qualifiant sont relativement satisfaisantes.

Je défends l'idée que nous avons une expertise sur le conseil en formation et l'accompagnement des bénéficiaires du RSA.

Modification de rému des stagiaires (bourse) : il se pourrait que cette hypothèse soit abandonnée.



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



L'afpa est passée sous hypothèque (Rennes pour la Bretagne, centre ayant la plus forte valorisation foncière) pour garantir un prêt, mesure de gestion financière.

Julie Champeault :

Nous ne pouvons plus signer de CDI Intérimaires (convention avec Manpower arrivée à échéance). Attente de l'avenant de reconduction.

Les négociations sur égalité F/H n'ayant pas abouti à un accord, application d'un plan unilatéral de la DRH nationale du 15 septembre 2018 au 14/09/19 : poursuite du rattrapage salarial à partir de la classe 7 (le plan ne précise pas jusqu'à quelle classe). Enveloppe budgétaire pour la période de 130 K€ brut.

Nouvelle trame du contrat de travail : clause sur la protection des données individuelles mais aussi des données pédagogiques de l'Afpa.

Informations économiques

On récupère légèrement à fin août le retard de début d'année mais on ne récupérera sûrement pas la totalité. PE a cessé les commandes AFC. Nous recommençons à avoir quelques AFC et serait annoncé que PE relancerait avant la fin de l'année des marchés de référencement. Ce serait une très bonne nouvelle, puisque PE deviendrait financeur des AFC sur proposition des OPCA.

2 centres sont en retard Saint-Brieuc et Rennes : moins d'actions PE et moins de commandes compétences transverses pour Saint-Brieuc.

Domiens : bascule entre 2 marchés, défaut d'alimentation de LADOM. C'est reparti, meilleures entrées sur la fin de l'année et nouvelle capacité d'intervention de LADOM sur la Nouvelle Calédonie et la Polynésie. Particularité sur scaphandrier et travaux sous-marins : les polynésiens, excellents plongeurs, qui travaillent actuellement hors réglementation, donc nécessité de les former → opportunité.

CIF : objectifs dépassés. Augmentation des dépôts de dossiers. Les Fongécif annoncent sur leur site la clôture des traitements des dossiers fin octobre mais encouragent à déposer des dossiers prêts à être traités dans le cadre du CPF transition. En 2019, les CIF conserveront les mandats de financer en 2019. Les demandes non traitées en 2018 seront traitées en 2019. Panier moyen actuel : 10 000€, mais sur CPF Transition : 8000€. Il faudra donc sanctuariser les prix unitaires et plutôt diminuer les durées de formation. Priorité à la rentabilité.

On commence à faire évoluer notre image grâce à Metis.

Reprise des POEC : bonne chose car l'ordonnancement des POEC à changé. Ce n'est plus le FPSPP qui délègue des enveloppes de crédit aux OPCA mais Pôle Emploi.

Alternance : Déception, on ne décolle pas. Si on ne sait pas s'y mettre, d'autres organismes prennent les places. Injonction du DR : doit être notre priorité. Objectif n°1 en 2019.



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Révision budgétaire 2018 :

Chiffre d'affaires :

Réfugiés : prévision imposée par le national 2 149 K€ alors que 679 K€; "j'aurais du être plus incrédule", marge nette qui s'en va !

Pôle Emploi : - 1865 K€, plus d'AFC. Tarissement des commandes PE.

Autres lignes CA : ajustements à la marge

Prépa compétences : nous sommes payés à l'atelier (charge générée) et non au de parcours.

Frais de fonctionnement :

Hors matière d'oeuvre et petits outillages, les frais de fonctionnement sont linéaires quel que soit le niveau de chiffre d'affaires. Les frais de fonctionnement sont intimement liés à la structure (grosso modo des charges fixes).

RH : Budget revu à la baisse sur les CDD, 90 au lieu de 99. 345 CDI (365 en 2017).

Il nous manquera 1940 K€ d'EBE (Excédent Brut d'Exploitation).

Le bilan économique des chantiers d'insertion seront présentés au prochain CRE.

Information consultation sur le bilan social 2017 – Yolande Ropert

Les effectifs :

Les flux : recul de l'effectif permanent de 4%

L'effectif physique inscrits au 31/12 : - 23 personnes CDI soit - 6% et -19 CDD (-18%)

ETP moyens : - 17 CDI (-4%), + 16 CDD (+18%)

Répartition F/H : 41,8% de femmes (+0,5%)

Pyramide des âges : + de 6 salariés sur 10 ont 50 ans et plus, 2% ont moins de 35 ans.

Ancienneté : 1/3 des effectifs ont au moins 20 d'ancienneté

L'âge moyen et l'ancienneté moyenne augmentent de 6 mois en 2017

Age moyen d'embauche : 35,1 ans

Aucune embauche CDI ou transformation CDD vers CDI en 2017

18 départs à la retraite, 1 rupture conventionnelle

15 promotions en 2017, la moitié concernent les formateurs, 1/3 vers des fonctions managériales, 33% concernent des femmes;

Le taux d'emploi des personnes handicapées progresse de 6%

- 20% de jours d'absences



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Rémunérations :

Rémunération moyenne mensuelle : 3035 pour les femmes, 3214 pour les hommes

Conditions d'hygiène et de sécurité :

Accidents du travail et trajet : 22 (10 en 2016)

Autre :

18 personnes présentes au 31 décembre à temps partiel (8 retraites progressives)

4,9% de la masse salariale consacrée à la formation

333 personnes ont suivi au moins une action de formation

Recueil d'avis :

CFE-CGC : "malgré quelques éléments positifs comme par exemple l'augmentation du taux de féminisation ou la progression du taux d'emploi des personnes handicapées, la CFE-CGC ne peut se satisfaire de la baisse des effectifs, de l'augmentation de l'écart de rémunération mensuelle entre les hommes et les femmes (9,1% en 2017), du peu de promotions, entre autres.

Le CFE-CGC émet un avis défavorable"

Information consultation sur le projet de rapport de situation comparée femmes/hommes 2017H

Information pour consultation le mois prochain.

Ressources humaines

Lancement de la campagne d'entretiens annuels avant fin novembre (!)

Réflexions des élus : quel intérêt de faire le bilan 2017 et les objectifs 2018 en novembre ? comment se projeter dans l'avenir sans savoir ce qui va se passer prochainement ? les managers formés au printemps sur une maquette qui n'est plus d'actualité ?

JC : d'accord avec nous sur ce calendrier contraint mais estime que c'est tout de même un temps d'échange intéressant. La maquette d'entretien « tourne » sur les mêmes sujets et la formation sur « comment mener les entretiens ».

Point sur les modifications tarifaires pour la restauration des stagiaires - offres de substitution - impact sur les personnels et les ouvertures - Intervention Monika Boussidan

Plus de subvention - 1 000 KE depuis le 1er septembre mais versement aux stagiaires.



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Réunion le 28 août Bretagne et PDLL (chefs de cuisine, managers, etc.) pour accompagner les équipes au changements de politiques tarifaires, l'opérationnel et échanges de pratique (PDDL a perdu cette sub dès 2012 et ont su développer une nouvelle offre).

Description des coûts :

Marge sur coût direct à fin 2017 = 103 K€ (tout juste à l'équilibre avant d'avoir payé toutes les charges de structure. Le risque pour la région Bretagne est d'avoir - 900K€ en marge sur coût direct (si les stagiaires CRB ne venaient plus manger).

Il nous faut avoir une politique tarifaire adaptée et une offre attractive pour fidéliser.

12% de fréquentation des personnels de l'Afpa, or c'est au personnel de promouvoir l'offre.

Tableau "taux de captage", calculé en fonction des hts de présence en centre des stagiaires. La cible est de 60%, en Bretagne nous sommes à 51.9%.

Problème : Temps de latence pour percevoir l'aide de 80 €. 2 tickets offerts à l'entrée en formation actuellement dans certains centres (objectif fidéliser), mais suppression de cette opération.

Les stagiaires Pôle Emploi ne toucheront pas cette aide. Seuls les stagiaires financés (rémunération et formation) par le Conseil Régional auront cette aide.

Comment assurer la pérennité et l'attractivité ? offre attractive. Mise en place de la politique des prix nets :

qui comprend les charges directes : denrées, quote-part des coûts de personnels, l'entretien des locaux, énergie, fluides, entretien des matériels.

qui ne prend pas en compte : les charges de structure, une partie des amortissements.

Plus de droit d'admission. Les personnes qui sont rentrées avant le 1er septembre bénéficient toujours de la sub. Pour qu'il n'y ait pas 2 affichages, une info sera donnée aux stagiaires. (un seul affichage).

Retour d'expériences des PDLL : Désaffection de l'ordre de 30% puis remontée progressive (captation presque à la cible mais beaucoup moins de stagiaires) grâce à une offre attractive ("snacking", repas à emporter, etc.) et action "marketing".

Interpellation élu : plus de friteuse à Quimper depuis 2 ans.

MB : Cette demande d'investissement refusée par le national au regard de l'incertitude actuelle (fermeture de certains restaurants au national ? Discussions Bercy ?).

Fonctionnement du CRE

PV approuvés à l'unanimité.

Règlement intérieur sera vu au bureau.

Tour des commissions



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Organisation, stratégie et perspectives pour le pôle transitions professionnelles, données économiques et RH 2017, 2018 et projections 2019. - Louis Jézéquel, manager BZH et PDLL

Mutualisation depuis début juillet. 1er effet : redonner un peu de moyens, mobilités ponctuelles selon les expertises de chacun (exemple 2 experts RPS en PDLL qui vont intervenir en Bretagne).

5 consultants en Bretagne 3 à Rennes, 1 à Lorient, 1 à Langueux.

7 consultants en PDLL : 1 à La Roche sur Yon, 2 à Nantes, 2 à Angers et 2 au Mans.

Les orientations stratégiques :

Tournant avec passage en EPIC et l'augmentation substantielle des activités de mission de service public, en particulier sur la prospective des filières (numérique, métiers en tension, etc.) avec des acteurs publics et privés.

Insertion sociale : prépa compétences, Déclic

Privilégier les marchés en lien avec les développements des centres (exemple accompagnement des publics RSA).

Marchés obtenus ne sont évidemment pas abandonnés (suivi des prisonniers sur Lorient et Vannes).

On a levé le pied sur les bilans de compétences salariés (à leur initiative) et moins sur les bilans de compétences à la demande des entreprises.

Les chiffres : résultats financiers

Depuis plusieurs années, le CA moyen d'un consultant est de 100 K€/an. Pour les missions de service public, on est rémunéré au prix coûtant de l'intervenant (salaire chargé + charges Afpa), soit un coût moyen d'un consultant de 439€. Pour les réponses AO 800€/jour. Le CA moyen va donc diminuer pour les missions de service public.

Depuis 1/01/2017, Transition n'a plus de budget propre mais contribue à l'Epic et aux filiales à hauteur des effectifs que nous avons.

2016 : 810K€ pour 8 ETP

2017 : 651 K€ pour 7.5 ETP

2018 : 550 K€ (prévu) pour 5.6 ETP

Il faut qu'on remonte en effectif pour augmenter le CA. Compenser avec contributions des centres (exemple les formateurs qui interviennent sur Prépa compétences).

La Bretagne devrait monter en puissance sur les missions de services publics.



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 20 septembre 2018



Information sur le bilan du plan de formation du 1er semestre 2018

Retard d'exécution du plan de formation (déception) mais démarrage d'une nouvelle session de formation FPA. Y a-t-il un lien avec le fait qu'il n'y ait pas eu d'entretien annuel ?

(la fin du DFA permet le passage du CCP1 de FPA)

Point sur les inscriptions de formateurs sur la plateforme mobilité par GRN et établissements - point sur les déprogrammations de formations sur le second semestre

La plateforme mobilité s'appelle dorénavant plateforme d'activité.

GRN 122 ne présente pas de programmation à l'année, le formateur de Quimper est inscrit sur la plateforme pour répondre à des besoins en dehors de ses périodes d'activité à Quimper.

Pas de formateur en Bzh sans activité.

Elus : 10 personnes repérées en juillet au CRE ?

JC : il s'agissait de situations potentielles.

Il n'y a pas de plan de déprogrammation massif, juste du pilotage opérationnel en fonction des difficultés de « sourcing », sauf une formation de serveur à Rennes, décalée plusieurs fois puis annulée faute de candidats.

Point sur "Prépa-compétences" : bilan d'étape qualitatif et quantitatif - Stéphanie Gicquel-Bui

3 sites concernés pour 1050 parcours : Rennes

Démarrage juste avant l'été, redémarrage en septembre.

Nous ne sommes pas au rendez-vous. Sujet d'inquiétude régional et national. Les raisons possibles : les conseillers doivent s'approprier le dispositif, ils ont besoin de preuves par l'exemple.

	Inscrits dans prest'appli	Présents	Restés	Commentaires
Brest	57	38	27	Démarrage satisfaisant en juillet mais très faibles prescriptions la semaine dernière
Rennes	148	60	19	Démarrage difficile car fonctionnement en info coll (profils inadéquats et non motivé)



Compte-Rendu du Comité
Régional d'Établissements de
Bretagne
du 20 septembre 2018



Lorient	52	41	36	Faible effectif, bon espoir fin août/début septembre mais chute la semaine dernière
Total	257	139	82	

Pour y remédier, création d'un "comité de pilotage" régional (Avec Pôle Emploi). Plan d'action : pas d'info collectives mais prestations individuelles ciblées, présentation par nos équipes du dispositif aux conseillers, petits déjeuner avec les autres organismes de formations;

Inquiétudes des autres organismes qui sont sur l'insertion (concurrence ?).

Stagiaires très satisfaits (faible effectif) : "pour une fois on prend du temps pour moi".

Quelques entrées en formation qualifiantes, essentiellement à l'Afpa.

Création par Jacques Turpin d'un outil administratif particulier (process d'inscription et de désinscription entre chaque atelier géré de façon interrégionale).

Entrées possibles jusqu'au 31 mars 2019.

Freins identifiés :

- Fragilités psychologiques
- Problématiques sociales et familiales
- Difficultés financières
- Freins aux déplacements
- Niveau de français très faible
- Absence de rémunération pour les DE non indemnisés.

Rappel : on est financé "à l'atelier"